

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
Pôle Risques accidentels  
17 rue de la Plaine des Isles  
89000 AUXERRE

AUXERRE, le 9 janvier 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **AIR LIQUIDE France INDUSTRIE**

Chemin de la Plaine - 89500 VILLENEUVE SUR YONNE

Références : 240013  
Code AIOT : 0005401259

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/11/2023 dans l'établissement AIR LIQUIDE France INDUSTRIE implanté ZI Chemin de la Plaine 89500 Villeneuve-sur-Yonne. L'inspection a été annoncée le 03/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AIR LIQUIDE France INDUSTRIE
- ZI Chemin de la Plaine - 89500 Villeneuve-sur-Yonne
- Code AIOT : 0005401259
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Le site Air liquide de Villeneuve-sur-Yonne est un site à autorisation. Il exerce les activités principales suivantes :

- conditionnement, stockage et distribution de gaz industriels ;
- garnissage de bouteilles d'acétylène ; les bouteilles sont de faible contenance sur ce site, entre 0.5 et 11 litres au maximum. Elles sont remplies sous très haute pression (200 bars).
- épreuve et équipement de bouteilles de petites capacités.

Le site comporte une zone ATEX pour le conditionnement du Kyrène.  
Le site emploie 40 personnes et une dizaine d'intérimaires.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Eau

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 09/02/1996, article Art. 11.3 et 4	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Canalisations	Arrêté Préfectoral du 16/12/2010, article Art. 9	/	Sans objet
8	Réservoirs propane et propylène	Arrêté Préfectoral du 09/02/1996, article Art. 37.5, 37.6 et 37.7.a modifiés	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 21/03/2002, article Art. 1 et 2	Sans objet	
2	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 21/03/2002, article Art. 3	/	Sans objet
4	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 09/02/1996, article Art. 14.2 et 15	/	Sans objet
5	Sécurité	Arrêté Préfectoral du 09/02/1996, article Art. 28.2	/	Sans objet
7	Stockage bouteilles	Arrêté Préfectoral du 27/01/2014, article Art. 4	Sans objet	7

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 16/12/2010, article 11	Sans objet	9

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du site n'a pas révélé de problèmes majeurs. Quelques documents sont à transmettre à l'inspection (analyses piézo, analyses contrôles canalisations, procédures...). Toutefois il n'a pas été visualisé de bassin de rétention des eaux incendies, l'exploitant devra expliquer au travers d'une note comment il confine ses eaux incendies en cas de pollution et quelle est la capacité de rétention du site. Les eaux incendies ne peuvent pas être évacuées dans la lagune puisque celle-ci n'est pas étanche et se déverse directement dans le milieu naturel. Par ailleurs la compatibilité des eaux de rejets avec le milieu sera examinée dans le cadre du travail en cours sur le rejet des substances dangereuses dans l'eau avec la DREAL.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/03/2002, article Art. 1 et 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance
<b>Prescription contrôlée :</b> - piézomètre amont et aval : 4 fois par an pH, HCT, Ca, tri et tetra-chloroéthylène - 2ème piézomètre aval : 1 fois/an : pH, HCT, Ca, tri et tetra-chloroéthylène + Fe, Mercure, BTEX, acétone, diméthylformamide, trichloroéthane.  Plan explicitant la localisation des points de prélèvement et leurs caractéristiques.
<b>Constats :</b> L'exploitant indique que les mesures trimestrielles sont bien réalisées et montre le rapport annuel 2022 : les tableaux d'analyses vus lors de l'inspection montrent des résultats conformes. Les paramètres surveillés ont des concentrations stables d'une année sur l'autre. <b>Le rapport concernant les analyses 2022 et les analyses 2023 seront transmis à l'inspection dans les 15 jours :</b> → <b>Le rapport avec les analyses trimestrielles 2022 a été transmis le 22/11/2023 et pour 2023 compte-tenu des résultats observés, il est proposé de ne faire qu'une seule analyse annuelle.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 2 : Eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/03/2002, article Art. 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bilan annuel
<b>Prescription contrôlée :</b> Un bilan récapitulatif concluant vis-à-vis des évolutions des relevés et sur les adaptations

éventuelles à effectuer est adressé chaque année à l'IICPE.
<b>Constats :</b> Le bilan 2022 avec ses conclusions a bien été envoyé à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Prévention de la pollution des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/02/1996, article Art. 11.3 et 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement des effluents – Prévention des pollutions accidentelles
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan des réseaux doit être établi par l'exploitant et tenu à jour.  Ce plan doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, les regards, avaloirs, poste de relevage, de mesures et vannes. Tout stockage de liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou du sol doit être associé à une capacité de rétention.
<b>Constats :</b> Le plan des réseaux est à jour et les points de rejet sont indiqués. Ce plan sera communiqué à l'inspection. Il est constaté que les eaux sortant de la station de traitement sont bien analysées avant rejet dans la lagune mais pas les eaux pluviales des bâtiments ni les eaux de ruissellement des voies de circulation et parking. Un séparateur d'hydrocarbures équipé d'un débourbeur est présent avant rejet. Un point de relevé d'analyse piézométrique est positionné à l'extrémité de la lagune, mais les substances susceptibles d'être émises par le site ne sont pas recherchées. Celle-ci n'est raccordée à aucun cours d'eau, les eaux rejetées s'éliminent par infiltration. Les données des analyses sont insuffisantes pour démontrer la compatibilité avec le milieu. Le nombre de points de rejet à surveiller, les substances à surveiller et la compatibilité avec le milieu seront traités dans le cadre de l'APC RSDE à venir. Il n'existe pas de bassin de confinement des eaux incendies, les eaux polluées peuvent donc se retrouver dans la lagune qui n'est pas étanche. <b>L'exploitant devra expliquer comment il confine ses eaux incendies.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 4 : Prévention de la pollution des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/02/1996, article Art. 14.2 et 15
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des VLE et autosurveillance
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans l'AP de 1996, 6 substances doivent être surveillées mensuellement en sortie de station de traitement interne : MES, DCO, Hydrocarbures totaux, Zn, Fe et Cu. + pH, T°. Suite à la campagne RSDE réalisée en 2012 comme demandé par l'AP du 08/09/2011, il n'avait pas été retenu de substances supplémentaires à surveiller.
<b>Constats :</b> Les substances de l'AP de 1996 sont surveillées mensuellement et les VLE sont respectées. En 2019, une nouvelle campagne de surveillance avait été demandée par l'inspection pour statuer

sur la nécessité ou non de surveiller d'autres substances. L'exploitant a transmis ses résultats à l'inspection qui les examinera au vu également de la compatibilité des rejets avec le milieu récepteur.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/02/1996, article Art. 28.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Inondation
<b>Prescription contrôlée :</b> Les produits susceptibles de polluer les eaux ne doivent pas être entraînés
<b>Constats :</b> L'exploitant explique que le risque inondation provient du bassin de rétention des eaux pluviales de la ville jouxtant le site qui a déjà débordé sur le site Air liquide. Une pompe + une canalisation permettant de vidanger ce bassin traverse le site d'Air liquide et se jette dans la lagune d'Air liquide. Le site d'Air liquide est bien entretenu et le jour de l'inspection il n'a pas été remarqué de produits susceptibles de polluer les eaux pouvant être entraînés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 6 : Canalisations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/12/2010, article Art. 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection
<b>Prescription contrôlée :</b> (modifie l'article 37.3 de l'AP du 09/02/1996) Toutes les canalisations seront protégées contre les risques de chocs. Contrôle au moins tous les 2 ans des canalisations et leurs accessoires. La canalisation de propylène est protégée contre les chocs
<b>Constats :</b> Les canalisations gaz sont visuellement en bon état et protégées.  <b>L'exploitant transmettra à l'inspection les derniers résultats des contrôles de canalisation et le plan des canalisations gaz (il n'a pas été en mesure d'indiquer s'il y avait ou non des canalisations de gaz enterrées) :</b> <b>L'exploitant a transmis à l'inspection le 22/11/2023 le rapport de contrôle des canalisations des tuyauteries(dont gaz ) d'août 2023 : pas d'anomalie notable. Le plan des réseaux fourni ne fait pas apparaître les canalisations de gaz.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Stockage bouteilles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/01/2014, article Art. 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage bouteilles
<b>Prescription contrôlée :</b> Stockage des bouteilles de propylène de 35 kg.
<b>Constats :</b> L'exploitant indique qu'il n'a plus de bouteilles de propylène de 35 kg sur son site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Réservoirs propane et propylène

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/02/1996, article Art. 37.5, 37.6 et 37.7.a modifiés
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle procédures mises en place
<b>Prescription contrôlée :</b> Contrôle des dispositifs d'arrêt de fuite sur les réservoirs de propane et propylène. Contrôle procédure chargement et déchargement de GPL. Contrôle de niveau de propane et propylène dans les réservoirs (modalités/procédure)
<b>Constats :</b> Les zones de chargement / déchargement sur le site sont bien matérialisées au sol. La zone ATEX où est conditionné le Kyrène (propylène) est approvisionnée via un accès spécifique protégé par un portail accessible depuis le parking. En revanche, une longueur importante de tuyau doit être employée pour assurer le remplissage des cuves.  Il est demandé à l'exploitant de fournir les différentes procédures en place pour vérification.  <b>L'exploitant a transmis à l'inspection la procédure de chargement et déchargement du Kyrène.</b>  <b>L'exploitant expliquera :</b> - comment il contrôle le niveau de propane dans le réservoir fixes de 1 T et celui du propylène dans le réservoir dédié (modalités/procédure). - quel est le dispositif d'arrêt de fuite sur ces réservoirs.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Prévention de la pollution atmosphérique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/12/2010, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejet unité de calcination
<b>Prescription contrôlée :</b> Vitesse d'éjection - Valeurs limites d'émission.
<b>Constats :</b> Les analyses ont été transmises à l'inspection, il n'y a pas de non-conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet